

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 303 – VENDREDI 11 NOVEMBRE 2016

PÂQUERETTE PRUDENTE

Jamais plus de pronostics électoraux.
Trop peur de me Trumper ●

AGENDA MILITANT

→ 16 novembre

Nanterre [Éduc' pop'](#)

[avec un sociologue clinicien](#)

Rennes [Des Rennais avec les migrants](#)

→ 17 novembre

Palaiseau [Révoltes : regards croisés](#)

[sur des mouvements sociaux](#)

Paris [Reprenons l'initiative / Suite](#)

Saint-Denis [Les Chagos, retour au pays](#)
[d'un peuple déporté](#)

→ 18 novembre

Écouen [Comment les Palestiniens vivent-ils](#)

[l'occupation au quotidien](#)

Tourcoing [Société en mouvement,](#)

[mouvements de société](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Égalité

[Migrants, bienvenue !](#)

→ Luttes féministes

[L'IVG, une lutte féministe, une lutte politique](#)

La révolte de l'Amérique profonde au risque du pire

La victoire de Donald Trump est un de ces moments de bascule qui expriment la profondeur d'une crise, ouvrant grande la porte à des dangers incommensurables. Ainsi, le milliardaire de l'immobilier a réussi à faire basculer le pays, cela non pas malgré, mais grâce, à ses positions ultralibérales, antidémocratiques, anti-écologiques, sexistes, sécuritaires, racistes, xénophobes, impérialistes. Les États-Unis entrent dans la nuit.

Wall Street n'aura pas sablé le champagne, comme initialement prévu pour célébrer la victoire d'Hillary Clinton. La candidate du monde politique sortant est apparue pour ce qu'elle est : une politicienne du sérail démocrate, qui dans ses conférences réservées à l'élite néolibérale (mais pas à la télévision) n'hésite pas à cirer les pompes des libéraux et à soutenir les faucons en matière de politique internationale. Nous savions qu'il n'y avait rien à espérer de son élection, ni pour la réduction des inégalités abyssales qui gangrènent le pays, ni pour que les États-Unis devienne une nation porteuse de paix ? Eh bien, les électeurs ont considéré que son élection n'était donc pas légitime... et qu'elle ne faisait pas l'affaire face à Trump.

Seul rayon de soleil de cette élection, la percée de Bernie Sanders, obtenant 13 millions de voix lors de la primaire démocrate. Voilà un candidat qui défend le smic à 15 dollars, l'extension du système de retraite et d'assurance chômage, l'égalité salariale pour les femmes, une refonte des échanges commerciaux internationaux, la gratuité de l'université publique, l'augmentation des impôts des plus riches, la mise à contribution des grandes entreprises, l'exigence d'une couverture santé universelle... Ainsi, Sanders aura permis de révéler qu'il existe aux États-Unis un courant progressiste, en développement ces dernières années. Vive l'alternative à Clinton et Trump, demain !

Lorsque le mouvement de la société trouve ainsi à s'exprimer, non pas en marge de la vie politique mais en la bousculant, on se dit qu'il existe un espoir pour ne pas rester dans le corset d'une résistance qui ressemble à une traversée du désert sans réserve d'eau. En France, nous avons la possibilité que l'alternative, en plus d'exister dans la circulation des idées et dans la rue, puisse s'exprimer non pas à l'occasion d'une primaire, mais au premier tour de l'élection... et en ces temps imprévisibles, sait-on jamais, au second. Ne serait-ce pas, d'ailleurs, la meilleure option pour faire pièce à la menace lepéniste ?

● **Cerises**

L'Avenir en commun, radioscopie d'un programme

Contributions individuelles, auditions de personnalités, mouvements et partis, et Convention de Lille ont dessiné le programme de la France insoumise et J.-L. Mélenchon. Samy Joshua en donne ici une lecture. L'Avenir en commun sera développé par 40 livrets thématiques. À débattre.



France Insoumise vient d'adopter une mouture presque définitive de son programme en vue des échéances électorales de 2017, *L'Avenir en Commun* (AC dans la suite du texte). Ferme et antilibéral et social, profondément marqué par les préoccupations écologistes, comme par le souci de passer à une nouvelle République ou par celui de défendre l'ensemble des droits démocratiques. Sur de nombreux points AC est bien plus à gauche du positionnement de Corbyn en Grande Bretagne, certainement plus radical que celui de Bernie Sanders et même plutôt plus que celui de la direction de Podemos. Une bonne base pour la campagne engagée par Jean-Luc Mélenchon. Mais anticapitaliste, il l'est assez modérément, et très peu autogestionnaire, ce qui n'est pas sans effets. Internationaliste certainement, mais avec certaines analyses et options qui sont pour le moins à discuter (la Syrie, la sous estimation de l'impérialisme français, etc.)

L'ancrage écologique

Un des points les plus remarquables de ce programme est l'ampleur de la prise en compte de la crise écologique. « *Face à la crise climatique, la planification écologique* ». Mais la portée est plus ambitieuse encore. « *Le temps de l'écosystème, c'est le temps long. Le temps court de la finance et du productivisme saccage tout. La reconquête du temps long est la principale exigence. C'est le but de la planification écologique* ». Tous les thèmes issus des réflexions et des mobilisations des dernières décennies sont balayés.

« Adopter un plan de transition énergétique avec un double axe sobriété/efficacité » ; « Faire bifurquer le modèle de production, de consommation et d'échanges ». « Le nucléaire n'est pas une solution d'avenir » ; « Plan de rénovation écologique de tout le bâti ». « Développer les transports publics écologiques » ; « Relocaliser les productions » ; « Consommer autrement » ; « Sauver la biodiversité » ; « Souveraineté alimentaire et révolution agricole : pour une agriculture écologique et paysanne »

De plus la question n'est pas cantonnée à ce chapitre spécialement dédié, mais irrigue l'ensemble du document, avec la claire volonté de décrire la manière dont la préoccupation écologique impacte tous les autres choix politiques. Il ne s'agit pas là d'un « green washing » quelconque, mais bien d'un tournant marquant pour cette partie de la gauche radicale, dont on mesure l'évolution sur ce point depuis le programme du Front de Gauche en 2012, l'Humain d'abord. Et que le PCF pour sa part a du mal à suivre, lui qui s'est encore dernièrement majoritairement prononcé pour la construction de l'aéroport à Notre Dame des Landes.

Mais au regard de l'ambition même énoncée, une question de fond surgit. Peut-on envisager un tel bouleversement dans ●●●

●●● le cadre du capitalisme ? Il n'y a aucune référence dans le document à l'écosocialisme, concept devenu pourtant clé dans la gauche radicale mondiale, et dont le PG lui-même s'est fait le promoteur. Et même d'ailleurs aucune référence au socialisme tout court, mais on y reviendra. Certes le document se propose de « *Créer un pôle public de l'énergie pour mener une politique cohérente en renationalisant EDF et Engie (ex-GDF)* ». Mais si le mécanisme moteur décisif dans la société demeure le principe capitaliste, celui de la mise en valeur de la valeur, comment imaginer même la possibilité d'une "planification écologique" ? Le PG, comme parti, ne voyait pas comment. Mais pas AC, et (semble t-il) sans que ça ait soulevé débat dans le rang des Insoumis.

Combattre l'Europe libérale

L'expérience grecque et ses résultats désastreux sont passés par là. AC ne veut plus se payer de mots quant à la possibilité de mener une politique différente en restant dans le cadre des traités néo-libéraux imposés au fil des ans. Certes, c'est une question difficile : comment ne pas se laisser enchaîner par ces traités sans pour autant prendre la responsabilité préalable de détruire les liens européens "d'en bas", entre les peuples ? Comment défendre la souveraineté populaire sans glisser dans l'idée à la fois impraticable et terriblement dangereuse du retour aux frontières du passé ? La question est délicate, oui. Et une partie de la réponse viendra du mouvement lui-même. Mais AC y répond de manière très convaincante, en se servant des réflexions menées dans toute la gauche européenne autour de la problématique du "Plan B".

« *Face à la crise européenne, sortir des traités européens* ». « *S'exonérer du pacte de stabilité et des règles européennes encadrant les déficits ; Cesser d'appliquer unilatéralement la directive sur le détachement de travailleurs en France : la législation nationale doit s'appliquer totalement ... Refuser les traités de libre-échange : le traité transatlantique TAFTA entre l'UE et les États-Unis, CETA avec le Canada et le traité TISA de libéralisation des services* »

Bien entendu, toutes ces mesures sont des mesures de ruptures, mais qui seront avancées dans le cadre d'un : « *Plan A : Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la négociation* ».

Le plan A :

- « - *Mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, modifier ses missions et statuts ...*
- *Organiser une conférence européenne sur les dettes souveraines débouchant sur des moratoires, une baisse de taux d'intérêts, des rééchelonnements et annulations partielles. Dans un autre chapitre il est dit : « Réaliser un audit citoyen de la dette publique pour déterminer la part illégitime ».*
- *Mettre fin au dumping à l'intérieur de l'UE par une politique ...d'harmonisation ...avec inscription d'une clause de non-régression des droits sociaux.*

Puis la parole serait donnée au peuple : « *En cas d'accord, le résultat des négociations sera soumis à référendum du peuple français qui décidera souverainement de sa participation à l'Union européenne refondée ou de la sortie.* »

Ce plan peut-il réussir ? Cela dépend de l'état de l'UE à ce moment là, de la manière dont l'Allemagne réagira à la menace de la cassure définitive de l'Union (la France n'est pas la Grèce du point de vue de la puissance économique), et de comment réagiront les peuples eux-mêmes. Mais ne pas rester paralysés en cas de blocage, et donc : « *Appliquer un "plan B" en cas d'échec des négociations* ». Dont :

- « *Réquisitionner la Banque de France pour transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique*
- *Mettre en place un contrôle des capitaux et des marchandises* »

Ceci avec la volonté constante de « *Défendre et développer les coopérations avec les autres peuples d'Europe* ». ●●●

Le projet



●●● Sans qu'on puisse en faire reproche à AC, la maigreur du Plan B est frappante. L'ampleur envisagée avec justesse pour le Plan A induirait, s'il est refusé, des rétorsions massives, on le sait bien. Mais alors on ne peut envisager une nouvelle monnaie et un contrôle des capitaux sans socialiser l'ensemble du système financier. Et, étant donné leur imbrication, sans des incursions sérieuses dans toute la grande propriété privée. De l'anticapitalisme donc. Non par choix idéologique, mais par nécessité. Ce qui est envisagé par AC est une véritable *révolution* européenne, il faut s'en féliciter. Or, comme pour toute révolution, s'arrêter en cours de route, c'est mourir.

Nouvelle République et libertés démocratiques

Ce chapitre ouvre le document, c'est dire l'importance que France Insoumise y donne. La nouvelle République est annoncée sur les ruines de la Cinquième, dont le procès est fait, et très justement fait. Il en faut donc une nouvelle, qui dépendra d'une « *Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution* ». Pour les spécialistes, un coup de chapeau est donné aux constituants de la Grande Révolution en ceci que « *Aucun parlementaire des anciennes assemblées de la Ve République ne pourra siéger dans cette assemblée constituante* ».

Puis AC s'engage sur le contenu possible, d'une « *République permettant l'intervention populaire* », avec l'ensemble des thèmes largement débattus sur la question : reconnaissance du vote blanc, droit de vote à 16 ans, proportionnelle, non cumul, libertés communales, droit de révocation, référendum d'initiative citoyenne. « *Abolir la monarchie présidentielle* » par un régime parlementaire, remplacer le Sénat par une « *Assemblée de l'intervention populaire et du long terme* ».

Bien entendu, « *Reconnaître le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers* », défendre le droit du sol, faciliter les naturalisations, rétablir la carte de séjour de dix ans. Dans un autre chapitre, il est demandé de « *Régulariser les travailleurs sans-papiers pour assurer l'égalité sociale entre travailleurs* ». Plus généralement, il faudra : « *Abolir les ségrégations, interdire le contrôle au faciès et assurer l'égalité réelle et combattre les discriminations fondées sur le genre, le handicap, l'apparence, la couleur de peau, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion ou la croyance, l'origine sociale ou la fortune* ».

L'ensemble des questions sociétales des dernières années est balayé, avec une défense de la Loi de 1905 contre son instrumentalisation par les intégristes et les racistes, ceux qui veulent « *en faire un prétexte pour flétrir les musulmans* », « *La laïcité est la condition de la liberté de conscience et de l'égalité entre tous les citoyens* ». Puis l'exigence de « *Constitutionnaliser la non marchandisation du corps humain et le droit fondamental de disposer de soi en toutes circonstances : liberté de conscience, droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, droit de mourir dans la dignité (y compris avec assistance), accès garanti à des soins palliatifs* ». Une partie largement développée est consacrée à une grande ambition : « *Abolir le patriarcat dans l'État et la société* », avec une série détaillée de mesures pour l'égalité

L'ensemble des questions sociétales des dernières années est balayé, avec une défense de la Loi de 1905 contre son instrumentalisation par les intégristes et les racistes, ceux qui veulent « en faire un prétexte pour flétrir les musulmans »

hommes/femmes et contre le sexisme. Il faudra peut-être un débat spécial non sur ces mesures (toutes bienvenues) mais sur la nature du patriarcat : comme pour le racisme, il faut des luttes spécifiques, sans attendre qui et quoi ce soit. Mais est-il possible d'atteindre l'égalité sur ces plans sans "abolir" aussi le capitalisme ? Une immense littérature est consacrée à cette question, mais sans faire consensus, c'est vrai. ●●●

●●● L'ancrage social

Les chapitres 2 et 6 développent de manière détaillée ce que devra être la politique économique et sociale. Il serait trop long de décrire toutes ces mesures ici. Donnons plutôt les logiques générales qui semblent guider les choix.

- Revenir sur tous les aspects des choix néo-libéraux des dernières décennies. Avec le symbole que représenterait l'abrogation de la Loi El Khomri, mais pas seulement. Tous les domaines sont concernés : temps de travail et retraites, organisation du travail, niveau des salaires, financiarisation de l'économie. Plus l'ensemble des contre-réformes dans le domaine de la santé, de l'éducation du primaire à l'université, la culture, le sport, les media, etc. Les militant-e-s syndicaux et de la gauche radicale y reconnaitrons toutes les batailles perdues au fil des ans, et sur lesquelles AC ne renonce pas à revenir.

- Ne pas se contenter du retour à une période plus favorable, mais explorer des voies nouvelles : nouvelle fiscalité, aller vers les 32 heures, faciliter la constitution de coopératives, généraliser une sixième semaine de congés, un SMIC à 1 300 euros net, instaurer un revenu maximum, taxer les hautes transactions, éradiquer la pauvreté et garantir un droit effectif au logement. Et encore le remboursement à 100 % de tous les soins prescrits, la légalisation, l'encadrement de la consommation, la production et la vente de cannabis à des fins récréatives, le traitement des nouvelles questions liées au handicap, à la perte d'autonomie. Et encore des dizaines d'autres propositions issues en ligne directe des mobilisations sociales.

Des choix antilibéraux radicaux et égalitaires, résolument tournés vers la satisfaction des immenses besoins sociaux et sociétaux. (...) Mais la logique stratégique qui les sous-tend reste à discuter. (...) mobiliser les moyens de l'État dans une perspective keynésienne approfondie tout en limitant (...) le pouvoir du capital (...) sans toucher au mode de production lui-même.

- Mettre au pas la finance et définancieriser l'économie réelle, mobiliser l'argent public en faveur des petites et moyennes entreprises, la création d'emplois et la transition écologique.

Des choix antilibéraux radicaux et égalitaires donc, résolument tournés vers la satisfaction des immenses besoins sociaux et sociétaux. Même la réalisation du dixième coup de mistral sur tant d'années de renoncements et de reculs. Mais la logique stratégique qui les sous-tend reste à discuter. Il s'agit en résumé de mobiliser les moyens de l'État dans une perspective keynésienne approfondie tout en limitant (toujours par des mesures législatives) le pouvoir du capital. Mais, encore une fois, sans toucher au mode de production lui-même. Ainsi, c'est très modérément que des possibilités de nationalisation sont envisagées. Tout au plus se propose t-on de « *Créer une mission parlementaire spéciale pour faire le bilan de toutes les privatisations et faveurs fiscales décidées au cours des trois décennies passées* » et de « *Revenir sur les programmes de privatisation (aéroports, autoroutes, parts publiques, etc.)* ». Une fois séparées banques d'affaires et de détail, les deux demeureront privées. Avec l'espoir certainement vain qu'un pôle public bancaire suffira à limiter leur nuisance. Au-delà, comment imaginer mener une quelconque politique écologiste sérieuse en laissant le pouvoir que l'on sait à

Total, Renault ou PSA ? Et défendre le droit à la santé tout en maintenant la propriété privée des trusts pharmaceutiques ?

C'est tout le problème avec le « *protectionnisme solidaire* » qui revient à plusieurs reprises dans le programme. Levons d'abord un faux débat. Il n'existe, c'est vrai, aucune ●●●

●●● possibilité d'une quelconque politique progressiste qui ne se "protège" pas du capital international. Qui ne se donne pas les moyens de contrôler le flux des capitaux et des marchandises. Surtout quand, comme c'est raisonnable de l'envisager, le pays qui s'engagerait dans cette voie doit s'attendre à être isolé dans un premier temps. Mais Marx avait déjà discuté de la même question. Opposé au "libre échange" certes, mais à condition que le pays qui s'en protège soit lui-même protégé des méfaits du capital. Or, la France a ses propres "multinationales" qui, à l'abri de ces mesures, s'en donneraient à cœur joie, et d'une manière rien moins que "solidaire". Comme souvent l'argument de Marx ne se met pas si aisément de côté. L'option du programme est que grâce à l'État remis sur des rails démocratiques et doté d'une nouvelle puissance, on pourrait tenir en laisse "notre propre capitalisme". Option qui a été démentie tant de fois à travers l'Histoire ! Au point que pas une seule fois elle ne s'est révélée effective. De plus l'ambition sociale du document se heurterait inévitablement à des forces réactionnaires considérables, on en est tous d'accord. Impossible d'y résister sans une mobilisation d'en bas d'une ampleur équivalente. Comment même l'imaginer si celles et ceux "d'en bas" sont bridé-e-s dans une éventuelle prise de contrôle de l'économie dans sa totalité ? On peut certes considérer que l'anticapitalisme, le socialisme et l'autogestion sont hors d'atteinte compte tenu des rapports de force. Mais ce ne sont pas des coquetteries théoriques : ces options découlent de la logique même des processus envisagés. La référence, aux mouvements sociaux, au respect de leur autonomie et de leur dynamique propre est une grande absente du texte plus généralement. Et, j'y reviens. C'est une *révolution* sociale qui, à juste titre, est envisagée par AC. Mais comme pour toute révolution, s'arrêter en cours de route, c'est mourir.

L'impérialisme français oublié

Les questions internationales ont provoqué pas mal de polémiques au sein de la gauche radicale. Il a été rappelé ci-dessus combien l'accusation infamante de "souverainisme" (comprendre commun avec le FN) sur la question européenne ne

tenait pas la route concernant AC. Mais il reste trois autres questions, au moins, qu'il faut aborder : celle des réfugiés, celle de la Syrie, et celle de la place de la France elle-même.

« *Lutter contre les causes des migrations* » titre en premier AC là où, c'est vrai, on attendrait plutôt d'abord un signal amical donné aux femmes et aux hommes déjà poussés hors de chez eux. Élu dans une Mairie des quartiers nord de Marseille dirigée par le FN, je sais que c'est à ça qu'on juge : oui ou non on accepte des réfugiés dans nos quartiers ? Après, mais après seulement, vient le traitement "de fond". Cette question de priorité est loin d'être négligeable. Cela étant dit, pas de faux procès. AC avance tout de même l'essentiel de ce qu'il y a à dire, si l'on met de côté la question de principe de la liberté de circulation et d'installation (AC ne se prononce pas sur la question). Non seulement donc quant à la question posée (les causes des migrations), mais sur le traitement immédiat de celles-ci. Sur le plan structurel d'abord, « *sortir de l'impasse de Schengen et de Frontex ; renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés... Refuser l'accord "Visa+adhésion contre migrants" avec la Turquie* ».

Sur « *le devoir d'humanité* » ensuite. ●●●

- Assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe
- Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés
- En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants ...
- Construire des camps d'accueil aux normes internationales sur le modèle de celui de Grande-Synthe...
- Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent grâce à une administration adaptée à cette mission.

●●● « *Construire la paix en Syrie* ». Qui peut être contre ? AC demande, à juste titre qu'on en finisse avec nos alliances scandaleuses avec les pétro-monarchies ultra réactionnaires. Comme avec notre acceptation hypocrite de la dictature de Erdogan. Le soutien aux Kurdes est évoqué à plusieurs reprises, même si on aurait pu attendre une demande de levée de la mise du PKK sur la liste des organisations "terroristes". AC exige encore une coalition anti Daech sous l'égide de l'ONU. Plus enfin la tenue « *d'élections libres* ». Mais le nom même de Assad est soigneusement évité. Comme s'il n'y avait pas eu de soulèvement démocratique en Syrie, à l'instar de la Tunisie. Comme si ce n'était pas la réaction meurtrière du dictateur qui avait précipité un processus de soulèvement démocratique dans un conflit armé. Si bien qu'on ne sait pas si, aux yeux de AC, le processus de paix comprend ou pas le maintien du dictateur. Une omission rien moins que révélatrice, et une divergence pour le coup indéniable.

La France est-elle impérialiste ? Pour AC, à l'évidence non, sauf quand elle est à la remorque des USA. On se trompe du tout au tout quand on reproche un tropisme pro russe dans AC. Il n'y en a pas la moindre trace. Sauf que, comme le tout est ramené à "l'ennemi principal" états-unien, les autres questions en sont automatiquement relativisées. Certes, il faut sortir de l'OTAN, comme le demande très justement le texte. Qui réclame aussi qu'on en finisse avec la Françafrique. On peut aussi comprendre l'exigence de « *Réaffirmer que l'ONU est le seul organe légitime pour la sécurité collective aux yeux de la France* ». Mais sans réforme de l'ONU ? Avec ce droit exorbitant donné aux membres permanents du Conseil de Sécurité au détriment de l'Assemblée générale ? Très justement aussi AC propose d' « *Engager la formation d'une nouvelle alliance altermondialiste* », dont les données sont détaillées de manière très intéressante. Mais ceci devrait passer par le renforcement militaire de la France ? AC demande en effet : « *adopter une nouvelle loi de programmation militaire ayant pour objectif la restauration pleine et entière de l'indépendance militaire* » ; ce qui, à qui sait lire, signifie qu'on n'exclut certainement pas une augmentation du budget militaire du pays ! Et le renforcement

de sa force de frappe nucléaire (sortir du nucléaire devrait pourtant concerner sa partie militaire n'est-ce pas ?). Pour se protéger de qui exactement ? Ou plus certainement pour protéger « l'influence française » ? Mais on a besoin de l'armée pour ça ? Si c'est le cas, c'est qu'il y a un problème non ?

Jaurès défend que « *L'armée ainsi constituée a pour objet exclusif de protéger contre toute agression l'indépendance et le sol du pays.* ». Rosa Luxembourg a là-dessus un point de vue très critique sur le concept même. « *Qu'est-ce en fait qu'une guerre défensive ? ... Qu'étaient les guerres napoléoniennes ?... du point de vue de la France elles étaient des guerres défensives, car elles étaient nécessaires pour défendre l'œuvre de la grande Révolution...* ». Un vieux débat que cette question de la politique militaire...

Une bonne base, des débats à poursuivre

Les débats entamés ici ne doivent pas tromper. AC fournit une bonne base pour l'affirmation d'une perspective de rupture avec les politiques passées des gouvernements successifs. De rupture plus généralement avec le néo-libéralisme autoritaire et guerrier. Certaines questions difficiles et de la plus haute importance comme la question européenne y sont à mes yeux très correctement abordées. Et de toutes manières, trouver un texte qui satisfasse en tout point toutes les fractions de la gauche radicale n'est pas chose aisée. Raison de plus de poursuivre le débat sur ce qui mérite de l'être, sans polémique inutile, pour gagner l'unité la plus large.

● **Samy Johsua**



Se laisser bousculer par les habitants ?

Il y a quinze jours, j'ai fait rencontrer Wade Rathke et Adrien Roux à des responsables politiques de l'écologie et du Parti communiste. Le premier est un des patrons du réseau américain *ACORN* (*Association of Community Organizations for Reform Now*) et l'autre est l'un des animateurs de l'équivalent français, l'Alliance citoyenne. Ils font ce que les Américains appellent du « *Community organizing* », expression difficile à traduire : organisation des communautés, syndicalisme de quartier, démocratie d'interpellation citoyenne, d'initiative citoyenne, augmentation du pouvoir d'agir... Cette méthode inventée dans les années 30 aux États-Unis est née de la rencontre d'un syndicaliste libertaire d'*International Workers of the World (IWW)*, Saul Alinsky, avec le *social gospel*, notre christianisme social, des quartiers populaires. Il consiste - hier aux États-Unis aujourd'hui en France -, avec les méthodes de la syndicalisation et de l'autogestion à créer dans les quartiers populaires - et abandonnés par l'État, les autorités locales et les services publics - des organisations populaires indépendantes des partis politiques comme des mairies, animées et contrôlées par les habitants eux-mêmes avec le support d'un permanent, un organisateur.

Elles appliquent une méthode simplissime qui doit beaucoup au pragmatisme anglo-saxon. Des dizaines d'heures de porte-à-porte. L'invitation des personnes rencontrées à une assemblée (avec des méthodes très participatives) lors de laquelle ils déterminent leurs revendications, leurs priorités (en commençant par les revendications les plus facilement gagnables pour gagner en confiance en soi), une équipe d'habitants qui anime l'organisation. Une première action qui joue davantage sur la surprise et l'humour que sur le nombre. Des négociations qui permettent de passer du

face à face au côté à côté pour trouver des solutions concrètes, immédiates et justes qui répondent aux intérêts des habitants tout en respectant ceux de l'autorité interpellée. Le tout s'appuie sur le couple *leaders* (habitants les plus mobilisés) et organisateur (un ou des permanents particulièrement formés à ces méthodes).



Ces quatre dernières années, l'Alliance citoyenne a relayé cette méthode à Grenoble, Rennes, Aubervilliers et Gennevilliers, avec succès. À Gennevilliers, la Mission populaire évangélique et moi, comme pasteur, nous portons la création de cette organisation autonome des habitants.

Rentrent en action des personnes qui n'avaient jamais fait de politique (mais certains retrouvent leur réflexes de syndicalistes). La dimension de syndicalisme de quartier permet d'améliorer le quotidien. La dimension d'éducation populaire, *empowerment* dit-on en anglais, passant notamment par des formations à la négociation ou à la prise de contact, font gagner personnellement



et collectivement en confiance et en compétence. La dimension conviviale - on part d'intérêts ultra-concrets comme les problèmes d'ascenseurs ou la présence des rats - mettent ensemble des personnes qui se regardaient de travers : il n'y a plus ni femmes voilées, ni non-voilées, ni blancs ni arabes, ni noirs, ni militants organisés ni

habitants blasés... ou plutôt, ils sont tous là avec tout ce qu'ils sont et ils refont un peuple debout et inclusif.

Les responsables communistes d'une ville perdue par le Front de gauche, à qui nous avons fait ●●●

rencontré Wade et Adrien, ont adoré et nous réfléchissons comment créer dans leur ville – avec eux – une telle organisation et comment les partis progressistes pourraient soutenir la création de telles organisations dans d'autres villes. Mais la question est vite arrivée : que se passera-t-il quand ils auront repris la ville ? Dans l'opposition, ils disent : même au pouvoir, nous aurons toujours besoin d'une telle organisation pour porter le point de vue des habitants, pourquoi croire que nous serons opposés, nous voudrions rester à l'écoute des habitants, même si cela dérange nos plans et nous embête...

Mais une fois arrivés au pouvoir, ces mêmes responsables réagiront-ils de la même manière ? Est-ce qu'ils n'auraient pas tendance à se replier sur eux-mêmes et à appeler à resserrer les rangs face à ces habitants emmerdants ? Lanceraient-ils des petites rumeurs contre les leaders, l'organisateur (ce ne sont pas des habitants «vraiment de la ville», ils roulent pour la droite, le PS...) ? Joueraient-ils le jeu dans les négociations ou passeraient-ils en force parce que - surtout dans sa période de construction - l'organisation a davantage un pouvoir de nuisance qu'un rapport de force ? Annuleraient-ils les réservations des salles municipales de l'organisation et feraient-ils planer la menace d'une préemption des locaux que l'organisation voudrait acheter ? Les habitants mobilisés devraient-ils s'inquiéter pour les subventions de leurs associations de loisirs dans lesquelles ils sont par ailleurs engagés ? Un maire plein de bonne volonté et de désir de rénovation, arriverait-il à protéger la jeune organisation face au zèle de certains élus et partisans formés par des décennies d'un communisme municipal qui a produit de très belles choses mais aussi une vision du peuple pas forcément très pluraliste ?

Seul l'avenir le dira, mais y réfléchir avant permettra peut-être de limiter ces difficultés le moment venu. Et ne pas perdre une belle occasion de renouveler un communisme municipal qui, faute d'avoir su le faire dans le passé, pleure une à une toutes ses villes... Et nous avec.



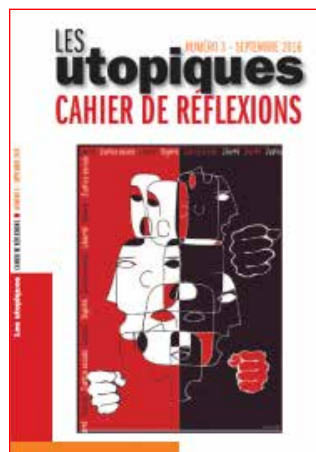
● Stéphane Lavignotte

www.acorn.org/

<https://alliancecitoyenne.org/>

Facebook : Fraternité Mission Populaire des Agnettes

Utopiques



Le n°3 du cahier de réflexions publié par Solidaires, *Les utopiques*, vient de paraître. Au sommaire, entre autres contributions, un texte de Bernard Gilbert, qui analyse l'enjeu du temps de travail comme un marqueur du rapport de force entre capital et travail, et une réflexion de Christiane Marty qui, ayant souligné l'inadaptation du système de protection sociale aux mutations de la société et

des modes de vie, formule des propositions substantielles pour le refonder. Intitulé «Un toit, c'est un droit ! » et co-élaboré avec Droit au logement, un dossier aborde les luttes pour le logement en France, les actions contre le Marché international de la promotion immobilière (MIPIM), la question stratégique face au droit de propriété foncière urbaine en France, et la question foncière en Afrique. Un autre dossier est centré sur les grèves de cheminot de 1986 et 2016 : là où il est question de stratégie de lutte et des gros mots de «grève reconductible» ou d' «auto organisation». Bref, beaucoup de matière grise pour penser les luttes, l'alternative et l'émancipation. Plus d'infos ici : <https://www.solidaires.org/-Les-utopiques->

● Gilles Alfonsi

Regards



Papier, mensuel et semaine électroniques, ces trois formules sont disponibles sur le site de la revue. Au sommaire de la version hebdomadaire :

- À gauche, Jean-Luc

Mélenchon devient le personnage central de la présidentielle.

- Pour la première fois depuis une éternité, le évote utile" ne peut plus être celui en faveur du futur candidat PS

- Le démantèlement expéditif de la «jungle» de Calais traduit d'autres renoncements de l'exécutif

- Moi, Daniel Blake, la souffrance des pauvres en lumière dans le film de Ken Loach.

Les différents abonnements sont accessible sur regards.fr

● Michèle Kiintz

N **comme Nation (internationaliste)**

La nation est un fait... et une idée, qui ne se laissent pas « *capturer aisément*, comme le faisait remarquer Paul Valéry. *Le fait essentiel qui les constitue, leur principe d'existence, le lien interne qui enchaîne entre eux les individus d'un peuple, et les générations entre elles, n'est pas, dans diverses nations de la même nature. Tantôt la race, tantôt la langue, tantôt le territoire, tantôt les souvenirs, tantôt les intérêts instituent diversement l'unité nationale d'une agglomération humaine organisée* » (*Regards sur le monde actuel*). Le sentiment national en tout cas existe. Il y a même un nationalisme de ceux qui n'ont rien. Quand on est démuné de tout, ce qui reste, c'est souvent le sentiment d'appartenance à une communauté fondée sur le sol, le sang, la religion ou l'Histoire...

Le sentiment national, dans son ambivalence, parfois exacerbé en nationalisme, n'a pas disparu, ni dans le monde ni en Europe.

La soi-disant construction européenne apparaît de plus en plus comme étrangère aux peuples qui la composent, procédant d'un État technocratique et tatillon, qui passe outre les souverainetés nationales, légitime l'ultra libéralisme, met en cause des services publics, permet le dumping social, les travailleurs détachés... Mais une partie de la population la rejette aussi quand elle prétend imposer une répartition solidaire dans l'accueil des réfugiés.

Une certaine tradition sommaire n'a retenu du *Manifeste* de Marx que la formule « *les ouvriers n'ont pas de patrie* ». En oubliant ce qui suit immédiatement : « *On ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Sans doute le prolétariat doit tout d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale souveraine, et se constituer lui-même en nation ; et en ce sens il est encore attaché à une nationalité. Mais il ne l'est plus au sens de la bourgeoisie.* »

La méfiance naturelle pour des révolutionnaires envers l'exploitation du sentiment national par la bourgeoisie est fondée. Il y a un mensonge dans le nationalisme bourgeois qui consiste à masquer les oppositions de classe. (...) Mais cette défiance a souvent conduit à sous-estimer le fait national.

La méfiance naturelle pour des révolutionnaires envers l'exploitation du sentiment national par la bourgeoisie est fondée. Il y a un mensonge dans le nationalisme bourgeois qui consiste à masquer les oppositions de classe. La formule de Lénine selon laquelle dans une nation capitaliste il y a deux nations est toujours vraie. Mais cette défiance a souvent conduit à sous-estimer le fait national.

Déjà, quand grandissait la menace de la guerre impérialiste, des dirigeants socialistes ont cherché à penser l'articulation entre nation et internationalisme. Ce fut le cas d'Otto Bauer ou Rosa Luxemburg, côté allemand. Et de Jaurès en France. Ses formulations restent valides. Ainsi, dans *L'Armée nouvelle*, celle-ci, qui mérite aussi d'être donnée en intégralité (car on ne cite en général que le premier volet) : « *Arracher les patries aux*

maquignons de la patrie, aux castes du militarisme et aux bandes de la finance, permettre à toutes les nations le développement indéfini de la démocratie et de la paix, ce n'est pas seulement servir l'Internationale et le prolétariat universel, par qui l'Humanité à peine ébauchée se réalisera, c'est servir la patrie elle-même. Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'Internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie ; c'est dans les nations indépendantes que l'Internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. »

Dans les années trente, confronté à la montée du fascisme, le mouvement communiste a réévalué la question nationale. Ce fut le cas pour le PCF, ce qui allait le mettre en capacité de jouer le rôle que l'on sait pendant la Résistance et au lendemain de la guerre, sans que soient toujours évités certains accents nationalistes. ●●●

●●● Cette réévaluation politique s'est accompagnée de réflexions théoriques qui n'ont pas épuisé leur intérêt. C'est le cas par exemple chez Politzer, montrant comment le national-socialisme était contraire à la fois au socialisme et à la nation. Mais aussi chez Henri Lefebvre, dans son essai malheureusement épuisé aujourd'hui : *Le nationalisme contre les nations*. (Éditions sociales 1937, Klincksieck, 1988).

Sa critique du nationalisme fasciste s'accompagne d'un appel à prendre en compte le sentiment national. « *Le sentiment national a été capté et utilisé politiquement contre la nation authentiquement réelle, contre le peuple. Mais le prolétariat peut à son tour s'en emparer ou récupérer l'œuvre spirituelle de la communauté populaire. Délivré du fétichisme et des rites formels, le sentiment national n'est-il pas l'amour d'un sol imprégné de présence humaine, l'amour d'une unité spirituelle lentement élaborée par les travaux et les loisirs, les coutumes et la vie quotidienne d'un peuple entier ?* »

L'ignorance du sentiment national, tout comme le rejet non dialectique dans une partie de la gauche de tout "communautarisme", procède d'une sous-estimation de la dimension culturelle, et pourrait-on dire "spirituelle" pour reprendre le mot de Lefebvre, du comportement des peuples et des individus.

Jean-Luc Mélenchon a été critiqué à de nombreuses reprises pour son nationalisme supposé (du côté du NPA ou des Verts, par Cécile Duflot, notamment. Par quelques communistes aussi). Mais il a le grand mérite de ne pas ignorer ce sentiment populaire. En fait, sa conception de la nation s'inscrit dans la tradition jaressienne. Il rejette évidemment l'idée de la nation française définie par la race ou la religion, à la mode Morano, mais aussi par le territoire, ou la langue. (Il y a bien d'autres peuples qui parlent le français). Déjà en 2012, dans un meeting à Toulouse, il affirmait : « *Non, la France n'est pas une nation occidentale, elle est une nation universaliste.* » Selon lui la nation est avant tout le sentiment d'appartenance à une communauté politique fondée par la rupture qu'a été la Révolution française. La proclamation de sa devise "Liberté, égalité, fraternité" a vocation à être partagée avec tous. La refondation de la nation par la république, du fait même de sa dimension universaliste, a historiquement servi à légitimer la prétention

coloniale à "civiliser" le monde. Conception qui prévaut toujours dans l'idéologie occidentale des droits de l'Homme et de la démocratie. La République nouvelle dont nous avons besoin doit au contraire être une république solidaire.

Des camarades pensent que le débat sur l'identité est si piégé qu'il faut l'éviter. De son côté, Mélenchon veut redonner un sens de gauche au "récit national".

Cela passe déjà par reconnaître la nation dans sa réalité composite, sa mosaïque réelle, son métissage actuel. Il faut aussi donner un sens nouveau à un projet commun capable de rassembler le peuple autour d'une perspective de progrès. Accepter et promouvoir l'unité dans la diversité.

Il est urgent d'oser défendre l'idée d'une "nation internationaliste" (...) qui concevrait que son intérêt bien compris, l'intérêt de la majorité de la nation, c'est-à-dire du peuple, passe à la fois par la reconquête de la souveraineté nationale et le parti pris de la solidarité et de la coopération avec les autres peuples.

Il s'agit de poursuivre l'œuvre historique entreprise par les révolutionnaires d'élargissement (au sens aussi de "libération") de la nation. Au départ, le mot nation vient du latin *natus* et renvoie à la naissance. Au Moyen-Âge, les nations étaient les regroupements d'étudiants venant des mêmes régions. Puis s'est affirmée l'idée d'une nation liée à l'État national. La Révolution française a considérablement élargi l'idée. Tout étranger partageant les idéaux de la Révolution était considéré comme patriote.

Il convient aujourd'hui d'aller plus loin. L'évolution du monde, le mélange des populations, a, dans une certaine mesure, déconnecté territoires et nations. Un même pays accueille des individus qui peuvent avoir des attaches nationales multiples. Et, au-delà de ce fait, le sort des nations est lié. On pourrait avancer l'idée qu'il est urgent d'oser défendre l'idée d'une "nation internationaliste". C'est à dire une nation qui concevrait que son intérêt bien compris, l'intérêt de la majorité de la nation, c'est-à-dire du peuple, passe à la fois par la reconquête de la souveraineté nationale et le parti pris de la solidarité et de la coopération avec les autres peuples, en particulier avec le Sud, dans une vision anti-impérialiste du monde selon laquelle il n'y a pas de futur possible pour l'Humanité en tournant le dos aux deux tiers de la planète.

● Patricia Latour et Francis Combes



La candidature de Paris pour les Jeux olympiques de 2024 : Oui ? Non ? Oui mais ?

Un débat public s'est engagé, ces dernières semaines, pour ou contre la tenue des JO à Paris en 2024. Point de vue de René Moustard, militant communiste et ancien dirigeant sportif national.

Le 7 octobre dernier, un texte signé par un éventail de personnalités du monde universitaire, des élus, des responsables associatifs et syndicaux appelle les citoyens à dire "Non à la candidature de Paris pour les JO"¹. Cette pétition a suscité des réactions et le besoin d'en discuter.

L'origine de l'olympisme

L'olympisme moderne est né à l'initiative de Pierre de Coubertin à la fin du XIX^e siècle. Cet aristocrate bourgeois était préoccupé par les problèmes d'éducation à une époque, après la Commune de Paris, où l'intérêt de la bourgeoisie conquérante était de garantir la paix sociale et, pour cela, de promouvoir une nouvelle forme d'éducation adaptée à la formation d'une élite éclairée pour diriger la société tout en développant, en même temps, une éducation adaptée aux besoins du peuple. La création du mouvement olympique s'est inscrite dans cette perspective.

Le but défini dans la Charte du mouvement olympique est de « *promouvoir les qualités qui sont à la base du sport amateur et de convier tous les athlètes du monde à un grand festival, tous les 4 ans, pour contribuer à éduquer la jeunesse par le sport, et construire un monde meilleur. Aucune discrimination n'est admise à l'égard d'un pays ou*

d'une personne pour des raisons raciales, religieuses ou politiques ». Ainsi, la finalité n'est pas le sport en lui-même, mais l'éducation à partir du sport et les JO en sont le moyen. D'où les valeurs mises en avant : désintéressement, honneur, loyauté... La participation est réservée aux amateurs avec la reconnaissance de l'égalité en droit de tous et le rejet de toute discrimination.

Dans la Charte du mouvement olympique, la finalité n'est pas le sport en lui-même, mais l'éducation à partir du sport. Mais le capitalisme s'intéresse au sport pour en faire un support, une vitrine, une marchandise rentable, un des moyens de son développement.

Mais, en pratique, depuis le début, les positions du Comité international olympique (CIO) et les Jeux eux-mêmes ne vont pas toujours dans ce sens. Exemples : en 1904, aux États-Unis, les Jeux sont conçus dans l'esprit colonialiste : les noirs et les indiens ne sont pas admis ; plus tard, ce seront les Jeux de Berlin à la gloire d'Hitler, en 1936. De fait, l'olympisme épouse chaque époque et ses contradictions. Il peut être du côté

du conservatisme et de la classe dominante. Il peut aussi participer au progrès conformément à ses valeurs humanistes. La participation du mouvement olympique au boycott du système d'*apartheid* en Afrique du Sud a ainsi été décisive dans la lutte anti-*apartheid* dans le sport. Pendant la guerre froide, la position de l'olympisme a permis des relations sportives entre les deux camps dans le sens d'une forme de coexistence pacifique...

Où en est le mouvement olympique ?

À partir du début des années 1980, le capitalisme évolue vers un capitalisme financier et, après l'effondrement du système soviétique, il se mondialise. Tout naturellement, il s'intéresse au sport pour en faire un support, une vitrine, une marchandise rentable, un des moyens de son développement au plan économique et idéologique, en utilisant les grands événements sportifs et donc les Jeux olympiques.

Le Comité olympique international, de son côté, s'est adapté et a pris des décisions pour s'insérer dans ce processus. Il a modifié les bases de la charte olympique en abandonnant le principe de gratuité de l'effort athlétique. L'amateurisme a cédé la place au professionnalisme, qui est devenu la référence, et a ouvert la voie à l'exploitation commerciale des symboles olympiques et à la vente du spectacle sportif aux télévisions et aux contrats avec les sponsors (les multinationales intéressées).

Les conséquences vont s'enchaîner avec l'extension des télévisions ●●●

¹. Le texte a été publié initialement dans *Libération* et proposé à la signature, [ici](#).

Lire aussi : http://www.quelsport.org/?page_id=356

●●● commerciales : en France, c'est la création de Canal + en 1984, la privatisation de TF1 en 1987, la création des paris sportifs, la sponsoring des grands événements. Le CIO est devenu progressivement une puissance financière qui négocie avec les autres et les États le partage des profits au bénéfice du système financier.

À un moment où, en France, la politique d'austérité du gouvernement remet en cause les services publics et frappe tous les secteurs essentiels pour la vie de la population (travail, santé, éducation, culture et aussi le sport pour tous et l'EPS à l'école), on peut certes partager l'idée de la pétition anti-JO 2024 « *qu'il y a d'autres priorités qu'une candidature dispendieuse pour organiser les JO* ». En même temps, on ne peut pas regarder les Jeux olympiques uniquement sous l'angle de l'entreprise commerciale. Le sport n'est pas seulement une marchandise. Il est une forme de l'activité humaine qui mobilise l'intérêt de la population et suscite des émotions. L'événement olympique, avec ses symboles (la flamme, le défilé de tous les pays lors de la cérémonie d'ouverture, le drapeau et les cinq anneaux, le serment...) incarne des valeurs qu'il faut défendre, qui vont dans le sens du progrès humain et des aspirations des peuples. C'est pour cela que tant de personnes s'y intéressent, tout en faisant le compte des médailles obtenues.

Au cœur du système, il y a cette contradiction entre, d'un côté, le versant commercial et l'idéologie qui l'accompagne au service du capitalisme et, d'un autre côté, cette aspiration des êtres humains pour un monde humaniste et pacifique qu'incarne à sa façon le spectacle olympique.

Quelle alternative à la réponse binaire oui ou non ?

Revenons à la question posée à propos de la candidature de Paris pour les JO de 2024 : faut-il dire non et combattre le projet ou faut-il approuver les décisions

prises et contribuer à sa réalisation ? Personnellement, je pense qu'il faudrait pouvoir, à la fois, combattre le système qui fait des JO une entreprise commerciale et financière et réfléchir en même temps à ce que pourrait être, à notre époque, un projet de Jeux olympiques conforme aux finalités et aux valeurs humanistes toujours présentes dans la charte.

Il faudrait pouvoir, à la fois, combattre le système qui fait des JO une entreprise commerciale et financière et réfléchir à ce que pourrait-être, à notre époque, un projet de Jeux olympiques conforme aux finalités et aux valeurs humanistes toujours présentes dans la charte.

L'enjeu n'est pas simplement entre dire "Non" et s'opposer, ou dire "Oui" et approuver. Il s'agit de se placer dans une perspective de rénovation du système pour des Jeux allant dans le sens du besoin d'émancipation des peuples. L'olympisme pourrait ne pas être seulement un spectacle télévisuel et s'insérer dans un projet global concernant l'importance des activités physiques, du sport, de l'EPS à l'école et aussi du spectacle sportif pour le développement de l'être humain, l'éducation, la santé à notre époque. Cette question pourrait faire l'objet d'un débat, au plan politique, dans le cadre du projet "l'Humain d'abord". Cela fait partie du combat pour ouvrir la voie à une transformation du système social.

Le sport : quelles conceptions, quelles finalités ?

Au-delà de la question de l'olympisme, il

serait utile de poursuivre cette réflexion en prenant en compte la question du sport dans sa globalité : c'est quoi le sport, aujourd'hui ? C'est devenu un phénomène social qui s'est étendu à toute la société. Il y a "le sport" qui se pratique et "le sport" qui se regarde. Ce phénomène intéresse et concerne toute la population, les sportifs et les non-sportifs. Chacun-e a un point de vue qui a sa propre logique selon que l'on est pratiquant ou téléspectateur, éducateur, professeur EPS, responsable politique, dirigeant sportif, dirigeant d'entreprise concerné par la logique marchande, la publicité, le spectacle audiovisuel, la dimension économique.

L'évolution montre que le sens du concept "sport", qui englobe toutes les formes d'activité physique (sport pour tous et sport de haut-niveau, sport amateur et sport professionnel, sport santé et compétitions olympiques, etc.) et le spectacle nécessite discussion pour savoir de quoi on parle.

Globalement, on peut distinguer deux conceptions. La première est la conception dominante, qui fait souvent consensus : "le sport" est une fin en soi. Ce qui conduit à privilégier la course aux médailles et à l'argent en laissant de côté la finalité humaniste. L'être humain est un moyen au service d'autres finalités. La seconde conception est humaniste : elle fait de l'Homme une finalité autonome et du sport un moyen pour son progrès. Dans ce cas, on doit s'interroger pour savoir à quelles conditions "le sport" peut contribuer à l'éducation et à l'émancipation. Pour construire une position politique, ou on part du sport en soi, ou on part de l'être humain, y compris pour avoir un point de vue sur les Jeux olympiques.



* René Moustard

Lire la discussion en cours parmi les communistes unitaires sur ce sujet : [ici](#)

Avec les démocrates turcs : stop Erdogan !

Le régime d'Erdogan a franchi un nouveau cap dans la répression des forces démocratiques en arrêtant du 3 au 4 novembre 2016 deux co-présidents du HDP ainsi que 9 autres députés. Sur la photo : l'arrestation de Sebahat Tuncel qui a dû être hospitalisée. C'est avec ce gouvernement que l'Union européenne a marchandé la rétention de migrants contre des visas et l'adhésion de la Turquie.



● **Consultation (1).** Depuis le vote majoritaire (52,8/ %) des dirigeants du PCF contre un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, lors d'une conférence nationale, des élus et des responsables du parti se sont prononcés pour la position inverse. Outre Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis, le président du Conseil départemental du Val de Marne, Christian Favier, a déclaré : « À l'évidence, Jean-Luc Mélenchon est bien inscrit dans le paysage. La position de raison, c'est de le soutenir tout en apportant dans la campagne nos propres propositions ». Les maires de Bagneux, Gennevilliers et Nanterre viennent aussi de choisir d'apporter leur parrainage à Mélenchon, rejoignant notamment la député de Nanterre, Jacqueline Fraysse, qui soulignait dès septembre la nécessité qu'« une voix résolument alternative aux choix politiques et sociétaux actuels s'élève et débattre - au delà de ses propres convictions - avec le plus grand nombre de nos concitoyens ». Les adhérents du PCF auront le dernier mot les 24, 25 et 26 novembre. Suspens !

● **Candidat.** Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a déclaré lundi 7 novembre sur BFM TV, que dans le cas où les militants du parti choisirait de désigner un candidat du parti, la direction du PC n'aurait « pas de difficulté à se mettre d'accord sur un nom » (ceux en circulation sont le sien, celui du député André Chassaigne et de l'élus parisien Ian Brossat)... Pour faire 1,93 % ?

● **Consultation (2).** Ensemble ! consulte aussi ses adhérents et sympathisants, au travers d'un vote. Trois options sont présentées. La première propose notamment de soutenir la candidature de Mélenchon « dans le cadre de France insoumise ou dans un autre cadre plus large et plus pluraliste ». La seconde estime notamment que « Les conditions ne sont pas réunies, à ce stade, pour soutenir et participer à la campagne de J.-L. Mélenchon, qui ne porte pas un projet de rassemblement ». La troisième propose, elle, de « soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon et de proposer à France insoumise et aux forces qui envisagent de le soutenir de constituer un cadre national commun et des collectifs locaux, pour une campagne pluraliste associant forces sociales, citoyennes et politiques, sans participer nationalement au mouvement France insoumise ». Le vote aura lieu dans les comités locaux avant le Conseil national des 19 et 20 novembre. Suspens !

● **Front commun, la suite.** L'appel à la création d'un cadre unitaire et pluraliste pour le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon regroupe à ce jour près de 7 000 signataires. Ces initiateurs appellent France insoumise à « accepter l'existence d'une diversité à gauche dans le soutien à Jean-Luc Mélenchon ». Une rencontre nationale est prévue le samedi 3 décembre, en région parisienne. + d'infos sur le site : <https://www.frontcommun.fr/>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

